

**CONCOURS EXTERNE POUR L'EMPLOI D'INSPECTEUR STAGIAIRE
DU TRESOR PUBLIC**

ANNEE 1996

EPREUVE N° 3 A OPTION

Durée : 3 heures - Coefficient : 5

**Composition sur un ou plusieurs sujets donnés et/ou cas pratique
d'ECONOMIE (page 3)**

OU

de DROIT PRIVE (page 6)

OU

de DROIT PUBLIC (page 7)

Le candidat traitera celui des trois sujets ci-après qui correspond à l'option qu'il a choisie lors de son inscription au concours : CE CHOIX NE PEUT PAS ETRE MODIFIE.

TRES IMPORTANT : Sous peine d'annulation de leur copie, les candidats ne doivent porter aucun signe distinctif (nom, prénom, lieu, etc.) sur la partie réservée à la rédaction.

Tournez la page S.V.P.

ECONOMIE

Les candidats sont autorisés à utiliser des calculettes électroniques à fonctionnement autonome, sans imprimante, à entrée unique par clavier.

L'utilisation de tout document est interdite.

Les deux sujets doivent être traités.

1er SUJET

Les conséquences économiques de l'évolution des dépenses et prélèvements sociaux.

2ème SUJET

Dans le cadre du traité de Maastricht, au 1er janvier 1999 au plus tard, l'écu deviendra la monnaie unique européenne. Pour ce faire, les pays de l'Union Européenne devront satisfaire à différents critères de convergence économique et financière (Tableau n° 1).

Avec les données fournies dans le tableau n° 2, déterminez les objectifs à atteindre et précisez les Etats qui auraient été prêts pour l'Union Economique et Monétaire au 1er janvier 1999. Ces résultats seront regroupés dans un tableau que vous confectionnerez sur votre copie en prenant pour modèle le tableau n° 3.

Ces paramètres permettent-ils de mesurer de façon satisfaisante le développement et les performances économiques des Etats ?

TABLEAU N° 1

**CONDITIONS A SATISFAIRE PAR LES ETATS MEMBRES POUR POUVOIR
ADHERER AU PRINCIPE DE LA MONNAIE UNIQUE EUROPEENNE**

CONDITION N° 1	Le taux d'inflation ne devra pas excéder de plus de 1,5 % la moyenne de hausse enregistrée par les trois Etats ayant connu la progression des prix la plus faible au cours des douze derniers mois.
CONDITION N° 2	La dette publique (incluant celle des administrations centrales, des administrations locales et des organismes de Sécurité Sociale) devra représenter moins de 60 % du P.I.B.
CONDITION N° 3	Le déficit budgétaire devra être inférieur à 3 % du P.I.B.
CONDITION N° 4	Les taux d'intérêt à long terme ne devront pas excéder de plus de 2 points la moyenne des taux observés dans les trois pays connaissant la plus faible inflation.
CONDITION N° 5	Les nations candidates devront avoir maintenu la parité de leur monnaie dans les marges normales de fluctuation du SME depuis 2 ans au moins, sans dévaluation.

TABLEAU N° 2

Pays de l'union	INFLATION	DEFICIT PUBLIC en mds d'écus	DETTE BRUTE en mds d'écus	TAUX D'INTERET à long terme	PIB en mds d'écus
ALLEMAGNE	4,2	-54,45	424,17	6,28	1631,4
BELGIQUE	2,7	-11,88	187,48	7,22	180,0
DANEMARK	1,3	-4,60	62,57	7,19	115,5
ESPAGNE	4,7	-30,63	140,73	10,16	408,4
FRANCE	2,1	-61,98	367,48	7,04	1068,6
GRANDE- BRETAGNE	3,4	-54,48	296,48	7,87	804,8
GRECE	14,4	-12,50	111,36	17,4	76,7
IRLANDE	1,4	-0,93	22,33	7,72	40,4
ITALIE	4,4	-80,49	888,04	10,60	847,3
LUXEMBOURG	3,6	0,15	0,25	6,92	10,7
PAYS-BAS	2,1	-8,71	170,52	6,31	264,0
PORTUGAL	6,4	-5,13	37,80	11,19	72,3
AUTRICHE	3,6	-6,84	65,85	6,64	155,5
FINLANDE	2,2	-3,36	17,02	8,82	71,5
SUEDE	4,7	-18,50	47,44	8,61	158,1

Ces données concernent l'année 1993 et sont extraites (sauf ligne Grèce et colonne déficit)
d'EUROSTAT édition 1995.

TABLEAU N° 3

Pays de l'union	INFLATION	DEFICIT PUBLIC en % du PIB	DETTE BRUTE en % du PIB	TAUX D'INTERET à long terme	PRET pour l'UEM
ALLEMAGNE					
BELGIQUE					
DANEMARK					
ESPAGNE					
FRANCE					
GRANDE-BRETAGNE					
GRECE					
IRLANDE					
ITALIE					
LUXEMBOURG					
PAYS-BAS					
PORTUGAL					
AUTRICHE					
FINLANDE					
SUEDE					
OBJECTIFS					
Répondre par oui ou par non, en fonction de vos résultats, dans la colonne « Prêt pour l'UEM »					

N.B. - La condition n° 5, définie dans le tableau n° 1, est considérée comme satisfaite par l'ensemble des Etats membres.

DROIT PRIVE

L'utilisation de tout document (Code Civil, Code de Procédure Civile, etc...) est interdite.

Les deux sujets doivent être traités.

1er SUJET

Les vices du consentement.

2ème SUJET

M. et Mme X se sont mariés en 1980, sans contrat de mariage.

M. X a hérité en 1982 de son père 10 hectares de terre qu'il loue à un agriculteur et d'un bâtiment de ferme. En 1988, pour transformer son bâtiment de ferme en gîtes ruraux, il emprunte 200 000 F. et vend pour 100 000 F. de valeurs mobilières qu'il a acheté en 1982 avec le produit de la vente d'un plan d'épargne logement ouvert en 1977.

Mme X possédait, en se mariant, une maison d'habitation héritée de ses parents qu'elle occupe avec son mari à titre de résidence principale et que les époux ont aménagé en vendant les 10 hectares de terre et au moyen de leurs revenus professionnels (M. et Mme X sont enseignants).

Mme X est très fière d'un tableau de grande valeur qui lui a été donné peu de temps avant son mariage par un grand oncle aujourd'hui décédé. Mais elle a perdu la preuve de cette donation.

Début 1994, les époux X divorcent.

Mme X vient vous consulter et vous demande, compte tenu des éléments qui précèdent et qu'il n'a pas été établi de contrat de mariage, les conventions matrimoniales applicables et comment va s'effectuer la liquidation de la communauté.

DROIT PUBLIC

Les deux sujets doivent être traités.

1er SUJET

Le contrôle de l'Etat sur les Collectivités décentralisées.

2ème SUJET

Victime d'un accident de la circulation le 27 décembre 1994, M. ALBERT a été hospitalisé le même jour au C.H.R. de Nantes pour une fracture ouverte de la jambe droite.

En l'absence du chirurgien normalement de service ce jour là, l'opération chirurgicale nécessitée par l'état de M. ALBERT a été réalisée par un interne qui assurait la permanence.

Depuis cette intervention M. ALBERT souffre d'importants troubles neurologiques et reste fortement handicapé de sa jambe opérée dont il n'a pas retrouvé un usage normal malgré les nombreuses séances de rééducation auxquelles il a participé.

L'enquête réalisée à sa demande a établi que les troubles neurologiques pourraient être dûs au produit utilisé lors de l'anesthésie, produit contre indiqué compte tenu de son dossier médical.

Il vous est demandé de rechercher dans quelles conditions M. ALBERT peut obtenir réparation du préjudice qu'il estime avoir subi, selon quelle procédure et devant quelle juridiction.